

# COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER



## NEWSLETTER

**N° 155**  
**Décembre 2013**

**Newsletter de la CSSF**

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF  
110, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg  
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg  
Tél. : (+352) 26 251-560  
E-mail : [direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)  
Site Internet : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)

### RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté cinq nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

#### **Surveillance des systèmes d'informations et des PSF de support**

Patrick-Laurent SANDBRINK

#### **Métier OPC**

Vicky ELSÉN

Claudie FLAMAND

Cédric LASSELOT

Julie LEBESGUE

La CSSF compte 493 agents, dont 248 hommes et 245 femmes au 10 décembre 2013.

### REGLEMENTATION NATIONALE

#### ■ CIRCULAIRE CSSF 13/576

La circulaire CSSF 13/576 attire l'attention des établissements de crédit sur la mise à jour du tableau B 4.6 s'intitulant désormais tableau B 4.6 « Responsables de certaines fonctions et activités ».

#### ■ CIRCULAIRE CSSF 13/577

La circulaire CSSF 13/577 attire l'attention des entreprises d'investissement sur l'introduction du tableau EI « Responsables de certaines fonctions et activités ».

#### ■ CIRCULAIRE CSSF 13/578

La circulaire CSSF 13/578 a pour objet de présenter une mise à jour du cadre législatif et réglementaire relatif à la profession de l'audit. Elle fournit un complément d'information aux textes législatifs et réglementaires et reprend les principales modifications introduites par le règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 déterminant les conditions de qualification professionnelle des réviseurs d'entreprises. La circulaire abroge et remplace, au 4 décembre 2013, la circulaire CSSF 11/527 du 15 décembre 2011.

### SANCTIONS

#### ■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a prononcé une amende administrative à l'égard d'un émetteur qui n'a pas donné suite à une injonction relative à la publication d'un rapport financier dans le cadre de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières. Conformément à l'article 27 de la Loi Transparence, un recours contre cette amende administrative peut être introduit dans un délai de trois mois.

### AVERTISSEMENTS

#### ■ AVERTISSEMENTS PUBLIES PAR L'OICV-IOSCO

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

[http://www.iosco.org/investor\\_alerts/](http://www.iosco.org/investor_alerts/)

### COMMUNIQUES DE PRESSE

#### ■ 2013 EU-WIDE TRANSPARENCY EXERCISE

##### Communiqué de presse 13/54 du 16 décembre 2013

L'Autorité Bancaire Européenne (ABE) publie aujourd'hui son rapport final concernant l'« EU-wide Transparency Exercise ».

La Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg (BCEE) est le seul établissement de crédit luxembourgeois faisant directement partie de l'échantillon de l'ABE composé de 64 banques européennes.

Données de la banque luxembourgeoise participant à l'« EU-wide Transparency Exercise » de l'ABE :

[Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg](#)

La publication de l'ABE peut être consultée ci-dessous :

<http://www.eba.europa.eu/-/eba-transparency-exercise>

#### ■ EUROPEAN AUDIT REGULATORS INTENSIFY THEIR COOPERATION

##### Communiqué de presse 13/53 du 16 décembre 2013

##### Pan-European database on inspections of audit firms has been launched

Independent audit regulators from 27 European Countries have launched a common database to collect and exchange their findings from the inspections of audit firms. The non-public database will contain inspection findings in relation to the ten largest European networks of audit firms (PwC, KPMG, Deloitte, EY, BDO, Grant Thornton, Nexia, Baker Tilly, Mazars, Moore Stephens).

Inspections of audit firms of Public Interest Entities (usually listed companies, but also banks and insurance companies) are performed on a recurring basis and are undertaken with the objective of improving the quality of audits. They generally include a review of the audit firms' internal quality control procedures and a review of selected audit engagements to test compliance with relevant professional standards. The database will contribute to a consistent understanding of issues and help establish common approaches in addressing audit deficiencies.

The project was initiated by the European Audit Inspection Group (EAIG) which was established in 2011. The EAIG provides a pan-European platform for cooperation of audit regulators within the framework of the Audit Directive 2006/43/EC. The Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) is a member of the EAIG.

The database will be used by the EAIG to identify common issues in relation to particular networks or the application of particular standards by audit firms in practice. This will contribute to the on-going dialogue of the EAIG with the networks, the audit profession at large and standard setters such as the International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB) and the International Ethics Standards Board (IESBA).

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

Further information about the EAIG will be found on its website ([www.eaigweb.org](http://www.eaigweb.org)).

For further information about the The Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) please visit [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu).

For further information about this press release, please contact:

Mrs Agathe Pignon

Deputy Head of the department Public Oversight of the audit profession

Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)

110, Route d'Arlon

L-2991 Luxembourg

Phone : +352 26 25 15 71

Fax : +352 26 25 16 02

E-mail : [agathe.pignon@cssf.lu](mailto:agathe.pignon@cssf.lu)

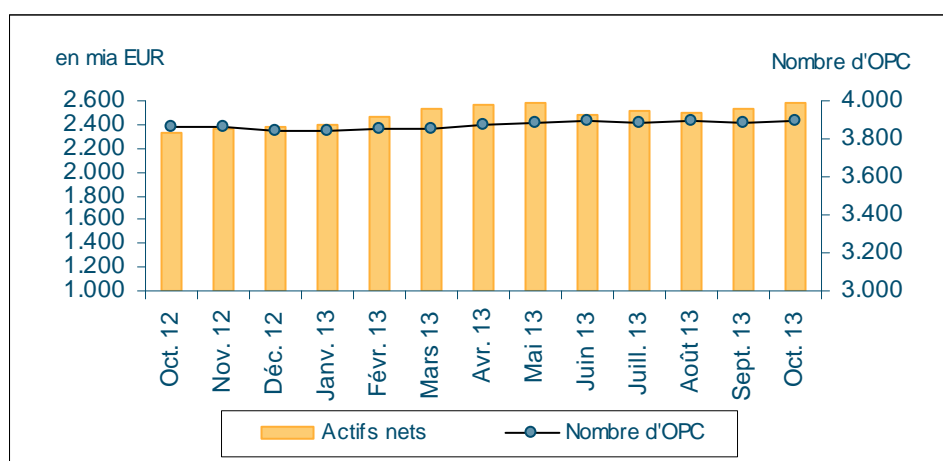
### ■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS D'OCTOBRE 2013

#### Communiqué de presse 13/52 du 2 décembre 2013

##### I. Situation globale

Au 31 octobre 2013, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.590,128 milliards contre EUR 2.539,200 milliards au 30 septembre 2013, soit une augmentation de 2,01% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 11,18%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois d'octobre une variation positive se chiffrant à EUR 50,928 milliards. Cette augmentation représente le solde des émissions nettes positives à concurrence d'EUR 17,447 milliards (+0,69%) et de l'évolution favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 33,481 milliards (+1,32%).



Le nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.890 par rapport à 3.884 le mois précédent. 2.516 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 12.292 compartiments. En y ajoutant les 1.374 entités à structure classique, au total 13.666 entités sont actives sur la place financière.

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les OPC et FIS luxembourgeois (ci-après OPC) et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois d'octobre :

Les catégories d'OPC à actions ont toutes, à l'exception de la catégorie d'OPC à actions japonaises, terminé le mois sous revue avec des gains de cours. Ce mouvement à la hausse fut principalement soutenu par les chiffres de croissance en Europe, aux Etats-Unis et en Chine, le relèvement du plafond de la dette publique suite à l'accord budgétaire temporaire trouvé aux Etats-Unis ainsi que la continuité des mesures d'assouplissement quantitatif par la Réserve fédérale américaine. Compte tenu de cette tendance globalement positive, l'incertitude sur les marchés d'actions, mesurée par la volatilité, a baissé en octobre.

Les OPC à actions japonaises étaient globalement confrontées à une baisse de cours pour le mois sous revue, ceci face aux mesures de politique monétaire et fiscale au Japon n'ayant pas pu contribuer à un redémarrage de l'investissement et face à une appréciation du yen par rapport au dollar pesant sur les exportations.

Au mois d'octobre, les catégories d'OPC à actions ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

### Evolution des OPC à actions au mois d'octobre 2013\*

|                         | Variation de marché | Emissions nettes |
|-------------------------|---------------------|------------------|
| Actions marché global   | 3,80%               | -0,08%           |
| Actions européennes     | 3,54%               | 3,96%            |
| Actions américaines     | 2,88%               | -0,12%           |
| Actions japonaises      | -1,10%              | 2,30%            |
| Actions Europe de l'Est | 4,27%               | 13,35%           |
| Actions Asie            | 3,88%               | -0,40%           |
| Actions Amérique latine | 2,35%               | -2,37%           |
| Actions autres          | 3,19%               | 1,52%            |

\* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

Concernant la catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR, les discussions autour du plafonnement de la dette publique aux Etats Unis ont contribué à une demande accrue pour les obligations libellées en EUR vis-à-vis des obligations libellées en USD, ce qui explique la hausse des cours observée pour cette catégorie. Par ailleurs, les écarts de rendement des obligations souveraines dans la zone euro ont reculé pour la plupart des pays au cours du mois sous revue.

Pour la catégorie d'OPC à obligations libellées en USD, les discussions budgétaires aux Etats Unis ont conduit à un accroissement des primes de risque sur les obligations libellées en USD en début de mois. Compte tenu de l'accord budgétaire temporaire trouvé aux Etats Unis, cette tendance s'est toutefois retournée en fin du mois: ainsi les primes de risques ont de nouveau fléchi fin octobre et la catégorie d'obligations libellées en USD a en somme pu réaliser des gains de cours. La dépréciation de l'USD par rapport à l'EUR a cependant neutralisé ces gains au niveau de la variation de marché exprimée en EUR.

Dans ce contexte d'apaisement du climat de risque, la catégorie des obligations privées a également pu profiter d'une réduction des primes de risque de façon à ce que les cours de cette catégorie d'OPC ont suivi le mouvement à la hausse.

De même la continuité de la politique l'assouplissement monétaire aux Etats-Unis pour le mois d'octobre a contribué à une réduction des primes de risque au niveau des obligations des pays émergents. En conséquence, la catégorie d'OPC à obligations de pays émergents a pu réaliser des gains de cours.

Au mois d'octobre, les catégories d'OPC à revenu fixe ont globalement affiché un investissement net en capital négatif.

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### Evolution des OPC à revenu fixe au mois d'octobre 2013\*

|                                | Variation de marché | Emissions nettes |
|--------------------------------|---------------------|------------------|
| Marché monétaire en EUR        | 0,06%               | 0,64%            |
| Marché monétaire en USD        | -0,99%              | -4,05%           |
| Marché monétaire marché global | -0,68%              | -1,77%           |
| Obligations libellées en EUR   | 0,90%               | -0,58%           |
| Obligations libellées en USD   | 0,00%               | -1,51%           |
| Obligations marché global      | 0,66%               | -0,22%           |
| Obligations marchés émergents  | 1,26%               | -0,24%           |
| Obligations High Yield         | 0,98%               | 2,03%            |
| Autres                         | 0,66%               | 0,50%            |

\* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

### OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois d'octobre 2013\*

|                 | Variation de marché | Emissions nettes |
|-----------------|---------------------|------------------|
| OPC diversifiés | 0,50%               | 2,27%            |
| Fonds de Fonds  | 1,16%               | 0,56%            |

\* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

## II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II respectivement de la Loi de 2010 et des FIS selon la Loi de 2007

|            | OPC PARTIE I |                           | OPC PARTIE II |                           | FIS    |                           | TOTAL  |                           |
|------------|--------------|---------------------------|---------------|---------------------------|--------|---------------------------|--------|---------------------------|
|            | NOMBRE       | AVOIRS NETS<br>(en mia €) | NOMBRE        | AVOIRS NETS<br>(en mia €) | NOMBRE | AVOIRS NETS<br>(en mia €) | NOMBRE | AVOIRS NETS<br>(en mia €) |
| 31/12/2010 | 1.846        | 1.762,666 €               | 629           | 222,178 €                 | 1.192  | 214,150 €                 | 3.667  | 2.198,994 €               |
| 31/01/2011 | 1.847        | 1.748,015 €               | 626           | 220,255 €                 | 1.211  | 215,757 €                 | 3.684  | 2.184,027 €               |
| 28/02/2011 | 1.857        | 1.770,049 €               | 620           | 220,032 €                 | 1.228  | 218,117 €                 | 3.705  | 2.208,198 €               |
| 31/03/2011 | 1.858        | 1.755,924 €               | 622           | 216,151 €                 | 1.244  | 218,821 €                 | 3.724  | 2.190,896 €               |
| 30/04/2011 | 1.858        | 1.759,531 €               | 624           | 213,823 €                 | 1.254  | 222,054 €                 | 3.736  | 2.195,408 €               |
| 31/05/2011 | 1.864        | 1.782,367 €               | 619           | 211,981 €                 | 1.266  | 224,860 €                 | 3.749  | 2.219,208 €               |
| 30/06/2011 | 1.864        | 1.750,292 €               | 616           | 210,172 €                 | 1.269  | 224,535 €                 | 3.749  | 2.184,999 €               |
| 31/07/2011 | 1.861        | 1.752,281 €               | 629           | 210,582 €                 | 1.305  | 226,802 €                 | 3.795  | 2.189,665 €               |
| 31/08/2011 | 1.860        | 1.652,805 €               | 627           | 204,518 €                 | 1.312  | 228,618 €                 | 3.799  | 2.085,941 €               |
| 30/09/2011 | 1.858        | 1.600,158 €               | 618           | 201,939 €                 | 1.340  | 229,980 €                 | 3.816  | 2.032,077 €               |
| 31/10/2011 | 1.856        | 1.635,157 €               | 611           | 203,545 €                 | 1.352  | 233,235 €                 | 3.819  | 2.071,937 €               |
| 30/11/2011 | 1.862        | 1.623,445 €               | 605           | 200,459 €                 | 1.366  | 235,515 €                 | 3.833  | 2.059,419 €               |
| 31/12/2011 | 1.870        | 1.655,509 €               | 601           | 201,671 €                 | 1.374  | 239,332 €                 | 3.845  | 2.096,512 €               |
| 31/01/2012 | 1.856        | 1.709,460 €               | 594           | 202,915 €                 | 1.387  | 244,706 €                 | 3.837  | 2.157,081 €               |
| 29/02/2012 | 1.854        | 1.750,218 €               | 591           | 203,540 €                 | 1.402  | 249,401 €                 | 3.847  | 2.203,159 €               |
| 31/03/2012 | 1.860        | 1.762,166 €               | 587           | 202,875 €                 | 1.419  | 252,165 €                 | 3.866  | 2.217,206 €               |
| 30/04/2012 | 1.858        | 1.768,717 €               | 583           | 203,300 €                 | 1.431  | 253,583 €                 | 3.872  | 2.225,600 €               |
| 31/05/2012 | 1.859        | 1.750,722 €               | 582           | 203,715 €                 | 1.433  | 257,590 €                 | 3.874  | 2.212,027 €               |
| 30/06/2012 | 1.841        | 1.762,870 €               | 581           | 202,440 €                 | 1.445  | 259,169 €                 | 3.867  | 2.224,479 €               |
| 31/07/2012 | 1.835        | 1.823,366 €               | 576           | 207,093 €                 | 1.453  | 266,258 €                 | 3.864  | 2.296,717 €               |
| 31/08/2012 | 1.834        | 1.825,035 €               | 573           | 204,103 €                 | 1.465  | 266,261 €                 | 3.872  | 2.295,399 €               |
| 30/09/2012 | 1.827        | 1.845,500 €               | 567           | 201,592 €                 | 1.472  | 267,356 €                 | 3.866  | 2.314,448 €               |

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

|            |       |             |     |           |       |           |       |             |
|------------|-------|-------------|-----|-----------|-------|-----------|-------|-------------|
| 31/10/2012 | 1.820 | 1.860,241 € | 563 | 199,842 € | 1.485 | 269,566 € | 3.868 | 2.329,649 € |
| 30/11/2012 | 1.815 | 1.891,001 € | 561 | 196,886 € | 1.487 | 271,835 € | 3.863 | 2.359,722 € |
| 31/12/2012 | 1.801 | 1.913,089 € | 555 | 193,769 € | 1.485 | 276,968 € | 3.841 | 2.383,826 € |
| 31/01/2013 | 1.803 | 1.936,513 € | 550 | 191,354 € | 1.487 | 278,061 € | 3.840 | 2.405,928 € |
| 28/02/2013 | 1.809 | 1.990,596 € | 548 | 194,399 € | 1.492 | 283,075 € | 3.849 | 2.468,070 € |
| 31/03/2013 | 1.806 | 2.038,580 € | 543 | 199,556 € | 1.505 | 290,784 € | 3.854 | 2.528,920 € |
| 30/04/2013 | 1.818 | 2.068,815 € | 542 | 201,405 € | 1.511 | 295,036 € | 3.871 | 2.565,256 € |
| 31/05/2013 | 1.817 | 2.086,281 € | 541 | 202,228 € | 1.526 | 295,590 € | 3.884 | 2.584,099 € |
| 30/06/2013 | 1.815 | 2.004,275 € | 541 | 197,248 € | 1.534 | 285,061 € | 3.890 | 2.486,584 € |
| 31/07/2013 | 1.804 | 2.038,269 € | 543 | 197,344 € | 1.537 | 287,573 € | 3.884 | 2.523,186 € |
| 31/08/2013 | 1.806 | 2.014,560 € | 539 | 196,025 € | 1.549 | 288,254 € | 3.894 | 2.498,839 € |
| 30/09/2013 | 1.807 | 2.047,112 € | 534 | 195,663 € | 1.543 | 296,425 € | 3.884 | 2.539,200 € |
| 31/10/2013 | 1.806 | 2.089,408 € | 529 | 194,796 € | 1.555 | 305,924 € | 3.890 | 2.590,128 € |

### ■ REVUE DES ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS 2013 DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUMIS A LA LOI TRANSPARENCE

#### Communiqué de presse 13/51 du 29 novembre 2013

Comme au cours des exercices précédents, la CSSF a procédé à une campagne de revue des états financiers semestriels 2013 établis selon les normes internationales d'information financière (ci-après, les « normes IFRS »), préparés par les émetteurs de valeurs mobilières soumis à la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières (ci-après, la « Loi Transparence »). Pour les quelques 115 émetteurs concernés par cette revue, la CSSF s'est assurée du respect des principales exigences des normes IFRS applicables aux états financiers semestriels, dont la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », en portant une attention particulière aux impacts en 2013 de l'entrée en application de nouvelles normes et de nouveaux amendements à des normes existantes.

Parmi les manquements constatés, certains sont directement liés aux nouvelles exigences s'appliquant en 2013 aux états financiers semestriels établis selon les normes IFRS. A ce titre, la CSSF tient à rappeler les aspects suivants :

- **Nouvelles méthodes comptables** : Lorsque les méthodes comptables ou les modalités de calcul adoptées dans les états financiers semestriels ont été modifiées, la norme IAS 34 exige une description de ces changements et de leurs effets. Ainsi, la CSSF a constaté que, dans les états financiers semestriels 2013, les impacts de la première application de la norme IAS 19 « Avantages du personnel » révisée, de la norme IFRS 13 « Evaluation à la Juste Valeur » et des amendements à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », pour ne citer que les principales modifications effectives en 2013, n'ont pas toujours fait l'objet d'une description suffisante, notamment lorsque ceux-ci étaient matériels pour l'émetteur ;
- **Information sur la juste valeur des instruments financiers** : le paragraphe 16A(j) de la norme IAS 34, requiert la présentation de certaines informations relatives à la juste valeur des instruments financiers reprises des normes IFRS 7 et IFRS 13. La CSSF a constaté que les informations requises par ce paragraphe nouvellement applicable étaient parfois manquantes ou incomplètes ;
- **Présentation des autres éléments du résultat global** : le paragraphe 82A de la norme IAS 1 demande à ce que soient présentés séparément les éléments composant les « autres éléments du résultat global » qui sont appelés à un reclassement ultérieur en résultat net, de ceux qui ne peuvent être recyclés en résultat net. La CSSF a constaté que la distinction requise par ce paragraphe nouvellement applicable n'était pas toujours appliquée.

Outre ces aspects liés essentiellement à des exigences applicables pour la première fois dans les états financiers semestriels 2013, la CSSF a également constaté certains manquements récurrents, notamment liés aux données comparatives. Elle tient ainsi à rappeler que les périodes comparatives à présenter dans les états financiers semestriels

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

sont strictement prévues par le paragraphe 20 de la norme IAS 34 et demande aux émetteurs concernés de respecter ces exigences.

Aussi, les émetteurs pour lesquels les manquements ou incohérences constatés lors de la revue des états financiers semestriels 2013 ont été considérés comme significatifs, ont fait l'objet de procédures de rappel, d'injonction voire de sanction. La CSSF a ainsi notamment procédé à la demande de réémission d'états financiers semestriels 2013 amendés pour 8 émetteurs de valeurs mobilières.

Les constats et rappels, faits à travers le présent communiqué, résultent d'une revue générale des exigences de la norme IAS 34 et des autres normes applicables dans le cadre de la préparation d'états financiers semestriels et ne préjugent pas des résultats des autres revues spécifiques menées par la CSSF dans le cadre de sa mission de contrôle de l'information financière publiée par les émetteurs de valeurs mobilières soumis à la Loi Transparence.

Plus d'informations sur les contrôles menés par la CSSF dans le cadre de sa mission en vertu de l'article 22(2) point h) de la Loi Transparence sont données dans son rapport d'activités 2012, disponible sur son site internet, sous la rubrique Publications > Rapports d'activités.

### ACTUALITE

#### ■ REUNION EUROPEENNE DE GROUPES DE TRAVAIL XBRL

Pendant la semaine du 9 au 12 décembre 2013, la CSSF avait organisé à Luxembourg une rencontre européenne d'une centaine de spécialistes XBRL, provenant d'entités du secteur financier, d'autorités de contrôle ou de fournisseurs de logiciels. L'organisation se faisait en collaboration avec les associations sans but lucratif XBRL Luxembourg et XBRL Europe. XBRL est un format informatique international pour représenter des données financières, qui entre autres est utilisé depuis 2008 pour le reporting légal des données bancaires à transmettre à la CSSF.

Lors de cette rencontre, différents groupes de travail se sont penchés sur l'implémentation et la coordination européenne du nouveau reporting bancaire CRD IV, sur base de la [taxonomie XBRL](#) publiée récemment par l'EBA (Autorité bancaire européenne). La CSSF a pris la décision d'appliquer cette taxonomie pour le reporting légal des banques luxembourgeoises à partir du premier trimestre 2014.

L'évolution du standard XBRL au niveau international a été le sujet d'un des groupes de travail, notamment en ce qui concerne les formules de validation qui permettent de contrôler la qualité des données lors de la génération des fichiers de données. D'autres groupes de travail ont discuté de l'utilisation de XBRL dans les domaines Registres de commerce ou encore IFRS. En termes de normalisation des données, il est à souligner que les résultats des trois groupes travaillant depuis une année dans le cadre du CEN (Comité européen de normalisation) pour définir un modèle commun de représentation et de transmission des données XBRL ont été présentés et validés.

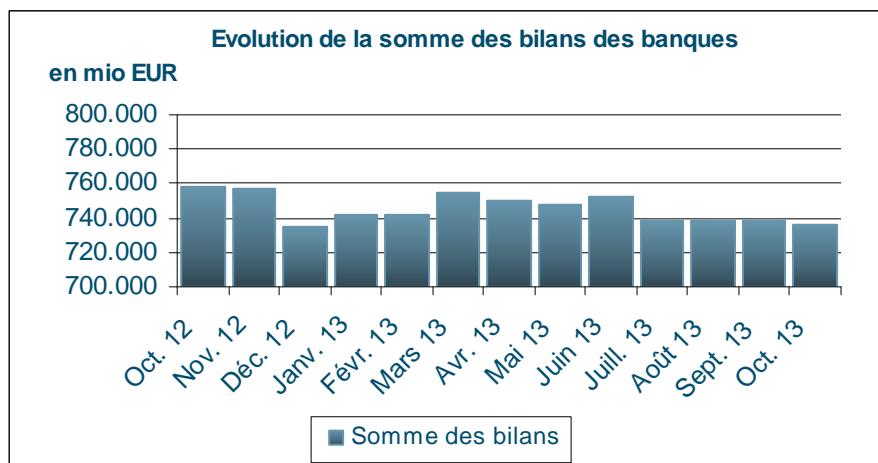
Malgré le fait que XBRL commence à faire son chemin dans beaucoup de projets européens, il a été décidé de continuer le travail, et les dates des prochaines réunions ont déjà été fixées.



## STATISTIQUES

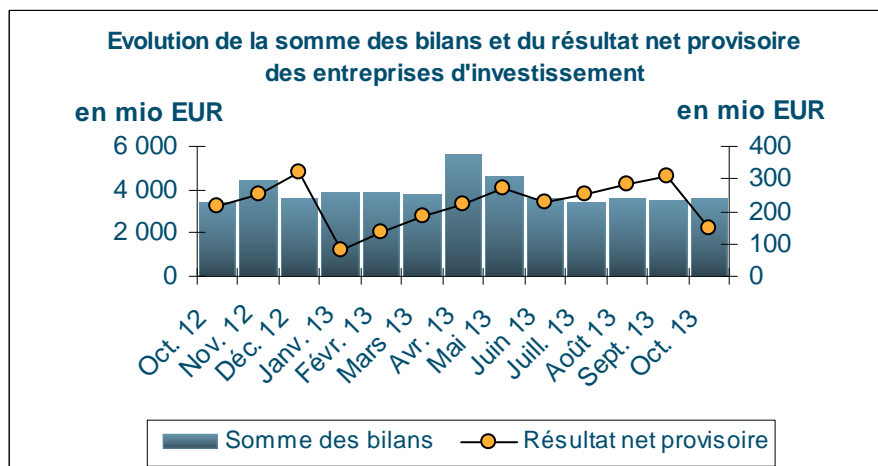
### BANQUES

Somme des bilans des banques au 31 octobre 2013 en baisse



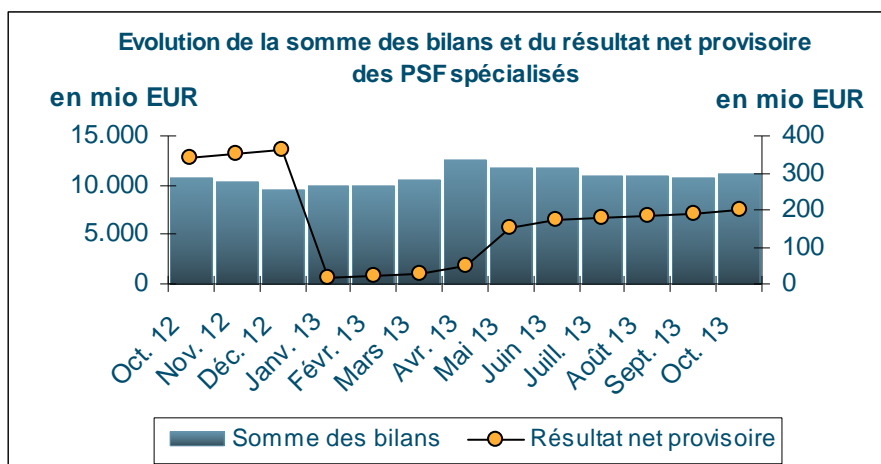
### ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

Somme des bilans des entreprises d'investissement au 31 octobre 2013 en hausse



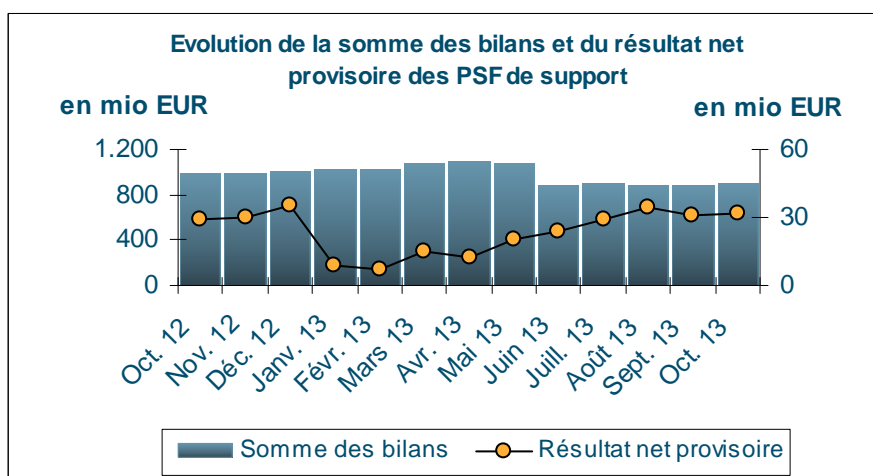
### ■ PSF SPÉCIALISÉS

Somme des bilans des PSF spécialisés au 31 octobre 2013 en hausse



### ■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 31 octobre 2013 en hausse



### ■ SICAR

Depuis la publication de la dernière Newsletter, les **SICAR** suivantes ont été inscrites sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) :

- FIVE ARROWS NAUTILUS CO-INVEST FEEDER SCA SICAR, 1, place d'Armes, L-1136 Luxembourg
- PARTNERS GROUP GLOBAL REAL ESTATE 2013 S.C.A., SICAR, 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- PARTNERS GROUP REAL ESTATE SECONDARY 2013 (EUR) S.C.A., SICAR, 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

Les SICAR suivantes ont été retirées de la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) :

- ALTERNA RECOVERY S.A. SICAR, 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg
- PRAX CAPITAL REAL ESTATE I, S.C.A., SICAR, 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

Au 9 décembre 2013, le nombre de SICAR inscrites sur la liste officielle s'élevait à **280 unités**.

### ■ FONDS DE PENSION ET ORGANISMES DE TITRISATION

Au 9 décembre 2013, **14 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, **15 professionnels** étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

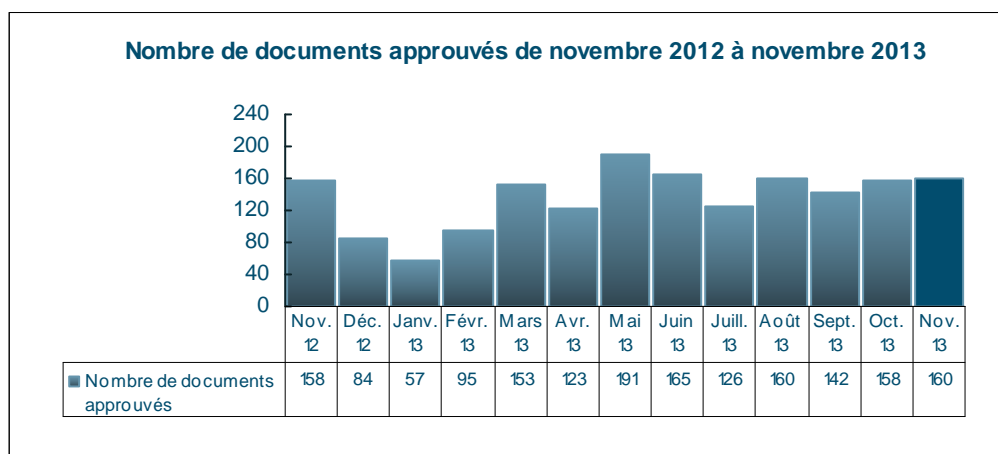
Le nombre des **organismes de titrisation** agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **30 unités** au 9 décembre 2013.

### ■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 30 novembre 2013, 73 cabinets de révision agréés et 229 réviseurs d'entreprises agréés. S'y ajoutent 53 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

### ■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHE REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

#### 1. Approbation par la CSSF

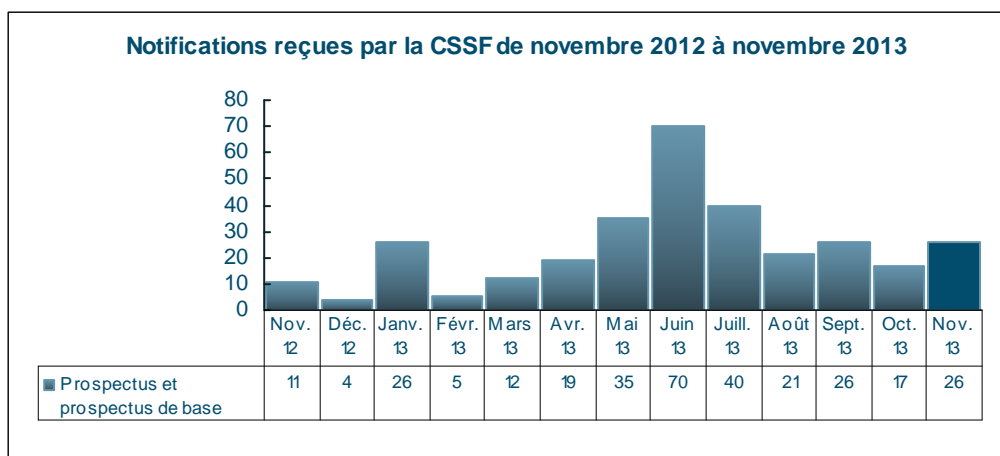


Au cours du mois de novembre 2013, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 160 documents, qui se répartissent comme suit :

|                      |     |           |
|----------------------|-----|-----------|
| prospectus de base : | 13  | ( 8,12 %) |
| autres prospectus :  | 41  | (25,63 %) |
| suppléments :        | 106 | (66,25 %) |

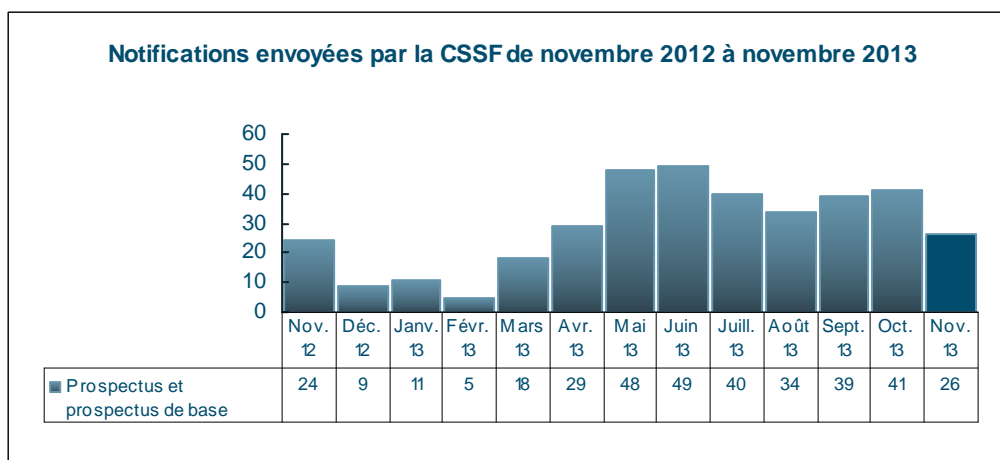
## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### 2. Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de novembre 2013, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen 26 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 237 notifications relatives à des suppléments.

### 3. Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'EEE



Au cours du mois de novembre 2013, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres Etats membres de l'Espace économique européen 26 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 67 notifications relatives à des suppléments<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

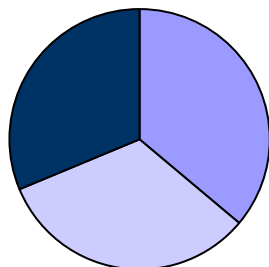
### ■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Depuis le 11 novembre 2013, quatre émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, trois émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 12 décembre 2013, 636 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

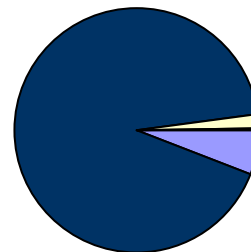
#### Répartition des émetteurs par pays

- Luxembourg : 36,64 %
- Espace Economique Européen : 32,39 %
- Pays Tiers : 30,97 %



#### Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation

- Actions : 7,70 %
- Titres de créance : 91,04 %
- Certificats représentatifs : 1,10 %
- Warrants : 0,16 %



## LISTES OFFICIELLES

### ■ LISTE DES BANQUES

#### Changement d'adresse :

**HAUCK & AUFHÄUSER PRIVATBANKIERS KGAA, NIEDERLASSUNG LUXEMBOURG**  
1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

### ■ LISTE DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

#### Radiations :

**OKTOPUS CONSULTING PSF S.A.**  
50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg  
Abandon volontaire du statut

**FRANKLIN TEMPLETON INTERNATIONAL SERVICES S.A.**  
8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

#### Changement d'adresse :

**TELECOM LUXEMBOURG PRIVATE OPERATOR S.A.**  
12C, Impasse Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### Changement de statut :

**KUYLENSTIERNA & SKOG S.A.**

26, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

Statuts additionnels : domiciliataire de sociétés, professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés, Family Office

### Changements de dénomination :

JRS ASSET MANAGEMENT S.A. a changé sa dénomination en  
**MONTEREY ASSET MANAGEMENT S.A.**

FIRST CLIMATE ASSET MANAGEMENT S.A. a changé sa dénomination en  
**COMPLIANCE PARTNERS S.A.**

## ■ LISTES DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC) ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES (FIS)

### Inscriptions :

Durant le mois de référence, les 35 organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

#### ■ OPC partie I Loi 2010 :

**ALMAX CAPITAL**

15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher

**BKCP FUND**

33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange

**CHARTERED INVESTMENTS FUND UI SICAV**

18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**DB**

2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

**H & A ASSET ALLOCATION FONDS**

21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg

**IKRA SICAV**

33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**KIM INVESTMENT FUNDS**

49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**LEGAL & GENERAL SICAV**

2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

**ROBUS MID-MARKET VALUE BOND FUND**

21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg

**SYSTEMATICA**

17, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg

#### ■ OPC partie II Loi 2010 :

**T. ROWE PRICE FUNDS SERIES II SICAV**

6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

**WGW IMMOBILIEN S.A.**

4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### ■ FIS :

**ALLIED FINANCIAL INVESTMENTS SICAV-FIS**

11, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg

**ANCOR SICAV-SIF**

30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

**ANDRES S.A R.L. SICAV-FIS**

412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

**ANTIN INFRASTRUCTURE PARTNERS II SICAV-SIF**

124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg

**ASHMORE EMERGING MARKETS CORPORATE PRIVATE DEBT FUND, SICAV-SIF**

2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

**CONSTELLATION IV GERMAN ASSET LIGHT, SCA-SICAV-FIS**

124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg

**QQS AIGUILLE DU CHARDONNET FF S.C.A. SICAV-SIF**

20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg

**QQS AIGUILLE DU CHARDONNET MF S.C.A. SICAV-SIF**

20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg

**DPT SILVERSTAR SICAV SIF**

4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**EURIZON SPECIALISED INVESTMENT FUND**

8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

**FIRST STATE EUROPEAN DIVERSIFIED INFRASTRUCTURE FEEDER FUND II S.C.A., SICAV-SIF**

69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

**FOX-LUX-UNIVERSAL-FONDS FCP-FIS**

18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**GENERALI DIVERSIFICATION**

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

**GHEM S.C.A. SICAV-FIS**

5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

**GLOBAL AIF FCP-FIS**

2, place Dargent, L-1413 Luxembourg

**IPF FUND I SCA, SICAV-FIS**

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

**MUGC/GS LATIN AMERICA SOVEREIGN USD BOND FUND**

287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

**PINEBRIDGE ALTERNATIVE INVESTMENTS FUND SICAV-SIF**

47, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**SILKROAD ASIA VALUE PARALLEL FUND**

2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg

**STAR PRIVATE EQUITY OPPORTUNITIES S.A. SICAV-SIF**

7, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

**TAGES CAPITAL S.A. SICAV-SIF**

14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette

**VICTORIA II FUND**

33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**WHITE OWL RENEWABLE ENERGY S.A. SICAV-SIF**

1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### Radiations :

Les 29 organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

#### ■ OPC partie I Loi 2010 :

**ALLIANZ PIMCO RENDITE PLUS 2013**  
6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

**ALLIANZ ROSNO INVESTMENT STRATEGIES**  
5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

**ALLIANZ SYSTEMATIC MULTI STRATEGY**  
6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

**DEKA-EUROGARANT PLUS 5**  
5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg

**HASPA-EUROPROTECT 8/2013**  
3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg

**JFH**  
5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

**LINARD VOLATILITY FUND UI**  
18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**NEPTUNE INTERNATIONAL INVESTMENT FUNDS (SICAV)**  
49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**NEXT GENERATION ABSOLUTE RETURN**  
41, op Bierg, L-8217 Mamer

**S&S FONDER**  
4, rue Peternelchen, L-2370 Howald

**STABILITAS GROWTH**  
4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen

**VALARTIS FUNDS (LUX. I)**  
11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

#### ■ OPC partie II Loi 2010 :

**CROSSCAPITAL SICAV**  
33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**LLOYDS TSB INTERNATIONAL LIQUIDITY**  
49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

**NATIXIS CONSTELLATION**  
5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

**NV STRATEGIE FONDS**  
5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

**PRAETOR SICAV**  
12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

**SGP FUND**  
4, rue Peternelchen, L-2370 Howald

#### ■ FIS :

**EUROPEAN CARBON FUND**  
5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg



## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### **EUROPEAN DIVERSIFIED PROPERTY FUND FCP-FIS**

47, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

### **EUROPEAN GOVERNMENT BOND STRATEGY SICAV-FIS**

4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg

### **EUROPRISA**

2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg

### **GERMAN GOVERNMENT BOND STRATEGIES SICAV-FIS**

4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg

### **GERMAN INCOME OPPORTUNITIES SICAV-FIS**

4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg

### **GERMAN SOVEREIGN OPPORTUNITIES SICAV-FIS**

4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg

### **OCTANS SICAV – SIF**

15, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

### **SHERIDAN STRATEGIES SICAV-FIS**

22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg

### **SPECTRUM COMMODITY**

5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

### **SPIRIT DIVERSIFIED SICAV-FIS**

69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg

## ■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

Sociétés de gestion dont l'agrément couvre exclusivement l'activité de gestion collective au sens de l'article 101(2) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les OPC

### Inscriptions :

#### **FRANKLIN TEMPLETON INTERNATIONAL SERVICES S.A.**

8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

#### **HENDERSON MANAGEMENT S.A.**

4A, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg

### Changement d'adresse :

#### **LRI INVEST S.A.**

9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

## ■ LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION AGRÉÉES SUIVANT LE CHAPITRE 16 DE LA LOI DU 17 DÉCEMBRE 2010

### Inscriptions :

#### **SWANCAP INVESTMENT MANAGEMENT S.A.**

5, Heienhaff, L-1738 Senningerberg

#### **UFG WM REAL ESTATE S.A R.L.**

25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### Radiations :

**CAVENAGH LUXEMBOURG MANAGEMENT S.A R.L.**  
31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange

**EIFFEL INVESTMENT GROUP MASTER S.A R.L.**  
5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

**SL FUND MANAGEMENT S.A R.L.**  
5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

### Changement de dénomination :

MEURIN S.A R.L. a changé sa dénomination en  
**MEURIN S.A.**

### ■ **Liste des gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs agréés suivant le chapitre 2 de la loi du 12 juillet 2013**

### Inscriptions :

**FRANKLIN TEMPLETON INTERNATIONAL SERVICES S.A.**  
8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

**IPCONCEPT (LUXEMBOURG) S.A.**  
4, rue Thomas Edison, L-1446 Strassen

### ■ **Liste des SICAR**

### Inscriptions :

**FIVE ARROWS NAUTILUS CO-INVEST FEEDER SCA SICAR**  
1, place d'Armes, L-1136 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL REAL ESTATE 2013 S.C.A., SICAR**  
2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP REAL ESTATE SECONDARY 2013 (EUR) S.C.A., SICAR**  
2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

### Radiations :

**ALTERNA RECOVERY S.A. SICAR**  
5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg

**PRAX CAPITAL REAL ESTATE I, S.C.A., SICAR**  
6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

### Changements d'adresse :

**AERIS PRIVATE INVESTMENTS B S.A., SICAR**  
1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**AERIS PRIVATE INVESTMENTS S.A., SICAR**  
1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**AERIS TECHNOLOGY INVESTMENT COMPANY S.A., SICAR**  
1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

**B-TO-V ENTREPRENEURIAL GROWTH II (B-TO-V II S.C.S., SICAR)**

1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**B-TO-V PRIVATE EQUITY S.C.S., SICAR**

1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**GOTTEX MANAGEMENT S.A., SICAR**

20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg

**GOTTEX US MANAGEMENT S.A R.L., SICAR**

20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg

**JILIN S.C.A., SICAR**

1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**OBERMARK (SCA) SICAR**

1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**PARTNERS GROUP ASIA-PACIFIC REAL ESTATE 2011 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP DIRECT INFRASTRUCTURE 2011 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP DIRECT INVESTMENTS 2009 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP DIRECT INVESTMENTS 2012 (EUR) S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP DIRECT MEZZANINE 2011 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP DIRECT REAL ESTATE 2011 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP DISTRESSED U.S. REAL ESTATE 2009 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP EUROPEAN MEZZANINE 2005 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP EUROPEAN MEZZANINE 2008 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL INFRASTRUCTURE 2009 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL INFRASTRUCTURE 2012 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL MEZZANINE 2005 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL MEZZANINE 2007 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL MEZZANINE 2010 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL REAL ESTATE 2008 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL REAL ESTATE 2011 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL VALUE 2008 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP GLOBAL VALUE 2011 S.C.A., SICAR**

2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

**PARTNERS GROUP REAL ESTATE SECONDARY 2009 (EURO) S.C.A., SICAR**  
2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP SECONDARY 2008 S.C.A., SICAR**  
2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP SECONDARY 2011 (EUR) S.C.A., SICAR**  
2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**PARTNERS GROUP SECONDARY 2011 (USD) S.C.A., SICAR**  
2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**REDALPINE CAPITAL I S.C.S., SICAR**  
1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

**REDALPINE CAPITAL II S.C.S., SICAR**  
1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

### Retrait décidé par la CSSF

Suite à la décision prise par la CSSF de retirer la société d'investissement à capital variable BALUX CAPITAL S.C.A. SICAV-SIF de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés en vertu des articles 43(2) et 46 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, VIe Chambre, siégeant en matière commerciale a, par jugement du 21 novembre 2013, déclaré la dissolution et a ordonné la liquidation du fonds d'investissement spécialisé BALUX CAPITAL S.C.A. SICAV-SIF. Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Anita Lecuit et liquidateur Maître Laurence Jacques.

### ■ LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

#### Inscriptions :

| <u>NOM</u>                      | <u>PAYS DU SIEGE</u> |
|---------------------------------|----------------------|
| abc SME Lease Germany S.A.      | Luxembourg           |
| Deutsche Annington Finance B.V. | Pays-Bas             |
| Madriña Red de Gas Finance B.V. | Pays-Bas             |
| ZAI Capital Group S.A.          | Luxembourg           |

#### Radiations :

| <u>NOM</u>               | <u>PAYS DU SIEGE</u> |
|--------------------------|----------------------|
| Abbott Japan Co., Ltd    | Japon                |
| Credico Finance 3 S.r.l. | Italie               |
| HSBC SFH (France)        | France               |

## Commission de Surveillance du Secteur Financier

### PLACE FINANCIERE

#### Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

|  |                                       |   | Comparaison annuelle |
|--|---------------------------------------|---|----------------------|
| Banques  | Nombre (03/12/2013)                   | 147   | ↗ 4 entités          |
|  | Somme des bilans (31/10/2013)         | EUR 735,836 mia                                 | ↘ EUR 21,89 mia      |
|  | Résultat avant provision (30/09/2013) | EUR 4,27 mia                                    | ↗ EUR 0,56 mia       |
| Etablissements de paiement   | Nombre (09/12/2013)                   | 5 dont 1 succursale                             | aucune variation     |
| Etablissements de monnaie électronique   | Nombre (09/12/2013)                   | 5   | ↗ 1 entité           |
| OPC  | Nombre (16/12/2013)                   | Partie I loi 2010 : 1.814                       | ↘ 2 entités          |
|  |                                       | Partie II loi 2010 : 525                        | ↘ 36 entités         |
|  |                                       | FIS : 1.569                                     | ↗ 83 entités         |
|  |                                       | TOTAL : 3.908                                   | ↗ 45 entités         |
|  | Patrimoine global net (31/10/2013)    | EUR 2.590,128 mia                               | ↗ EUR 260,479 mia    |
| Sociétés de gestion  | Nombre (30/11/2013)                   | Chapitre 15 loi 2010 : 191                      | ↗ 11 entités         |
|  |                                       | Chapitre 16 loi 2010 : 196                      | aucune variation     |
| Gestionnaires de FIA   | Nombre (06/12/2013)                   | 10  | n/a                  |
| SICAR  | Nombre (09/12/2013)                   | 280   | ↘ 1 entité           |
| Fonds de pension   | Nombre (09/12/2013)                   | 14  | ↘ 1 entité           |
| Organismes de titrisation agréés   | Nombre (09/12/2013)                   | 30  | ↘ 2 entités          |
| Entreprises d'investissement   | Nombre (12/12/2013)                   | 111 dont 11 succursales                         | ↘ 4 entités          |
|  | Somme des bilans (31/10/2013)         | EUR 3,566 mia                                   | ↗ EUR 128 mio        |
|  | Résultat net provisoire (31/10/2013)  | EUR 148,139 mio                                 | ↘ EUR 70,508 mio     |
| PSF spécialisés  | Nombre (12/12/2013)                   | 126   | ↗ 2 entités          |
|  | Somme des bilans (31/10/2013)         | EUR 11,064 mia                                  | ↗ EUR 412 mio        |
|  | Résultat net provisoire (31/10/2013)  | EUR 201,255 mio                                 | ↘ EUR 138,991 mio    |
| PSF de support   | Nombre (06/12/2013)                   | 82  | ↘ 4 entités          |
|  | Somme des bilans (31/10/2013)         | EUR 908,365 mio                                 | ↘ EUR 81,60 mio      |
|  | Résultat net provisoire (31/10/2013)  | EUR 32,10 mio                                   | ↗ EUR 2,91 mio       |
| Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence | Nombre (12/12/2013)                   | 636   | ↘ 30 entités         |
| Supervision de la profession de l'audit  | Nombre (30/11/2013)                   | 73 cabinets de révision agréés                  | ↗ 2 entités          |
|  |                                       | 229 réviseurs d'entreprises agréés              | ↗ 3 personnes        |
|  |                                       | 53 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers | ↘ 2 entités          |
| Emploi (30/09/2013)  | Banques                               | 26.231 personnes                                | ↘ 388 personnes      |
|  | Sociétés de gestion (chapitre 15)     | 3.017 personnes                                 | ↗ 254 personnes      |
|  | Entreprises d'investissement          | 2.694 personnes                                 | ↗ 3 personnes        |
|  | PSF spécialisés                       | 3.123 personnes                                 | ↗ 122 personnes      |
|  | PSF de support                        | 8.934 personnes                                 | ↘ 298 personnes      |
|  | Total                                 | 43.999 personnes                                | ↘ 307 personnes *    |

\* Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.